

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Le-CELS-et-Galeano-demandent-au-gouvernement-argentin-d-agir-sur-la-quest-ion-des-Qom>

Le CELS et Galeano demandent au gouvernement argentin d'agir sur la question des Qom

- Notre Amérique - Frère Indigène -
Date de mise en ligne : lundi 2 mai 2011

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Le CELS demande au gouvernement l'ouverture urgente d'un dialogue pour résoudre la situation honteuse de la Communauté Qom *La primavera*. De son côté, Eduardo Galeano soutient la demande de cette communauté.

Dans un communiqué, le CELS (Centre d'études légales et sociales) réclame que l'Etat argentin convoque une réunion de dialogue pour la communauté Qom « La Primavera » et rappelle que « le manque de réponse du pouvoir politique et la menace d'un délogement violent de la part de la police fédérale » ont motivé l'arrêt de la protestation des membres de la communauté Qom « La Primavera » sur l'Avenue 9 de Julio. Devant ces faits, le CELS demande que « l'Etat convoque de façon urgente une réunion de dialogue entre le gouvernement de la province de Formosa et les indiens, comme l'a exigé la semaine dernière la Commission Interaméricaine des droits de l'homme (CIDH) ».

Les membres de « La Primavera » ont manifesté dès le début du conflit -après la brutale répression qu'ils ont subi les 23 et 24 novembre- leur besoin d'être écoutés par les autorités fédérales pour parvenir à une solution pacifique. Toutes les décisions de la communauté sont prises de manière collective à travers les assemblées, afin qu'il n'y ait pas lieu de mettre en cause la légitimité de ses représentants.

Néanmoins, aujourd'hui ils furent délogés du barrage qu'ils avaient fait sur l'Avenue 9 de Julio par une opération qui a mobilisé la présence de plus de 100 policiers de la police fédérale, sept patrouille et un camion à canon à eau. Ce fut l'unique réaction officielle à leurs demandes.

Malgré ce qui a été prévu dans l'accord signé avec l'Etat le 30 décembre, les membres de la communauté ne jouissent pas des garanties minimum pour retourner à Formosa dans des conditions de sécurité, ni n'ont obtenu une solution de fond pour le conflit concernant les terres traditionnelles qui leur appartiennent et demeurent occupées par des « criollos » et par le gouvernement de la province. Pour cette raison, la semaine dernière, la Commission Interaméricaine a appuyé les mesures de précaution qui avaient été sollicitées par la communauté, avec le parrainage de la Défenseur Générale de la Nation et du CELS.

Dans sa résolution, la CIDH a exhorté l'Etat argentin à protéger les membres de la communauté « contre des possibles menaces, agressions ou harcèlements par des membres de la police, de la force publique, et autres agents de l'Etat » et a recherché une nouvelle instance de négociation.

La criminalisation de la manifestation menée sur l'avenue 9 de Julio les mesures prises aujourd'hui pour évacuer le barrage reviennent à mettre en jeu la responsabilité de l'Etat face au Système interaméricain pour violations de droits humains subies par les peuples originaires. De plus elles impliquent un recul dans la politique du gouvernement national pour la résolution des conflits sociaux dans l'espace public.

Pour ces raisons, le CELS réitère sa demande pour que les mesures prises par la CIDH soient respectées et que soit mis en oeuvre un cadre où les demandes de la communauté soient écoutées.

[El Correo](#), Paris 2 Mai 2011, d'après le communiqué du [Centro de Estudios Legales y Sociales](#) web@cels.org.ar

[\[Contrat Creative Commons\]](#)

Voir la video : [Eduardo Galeano en soutien des QOM](#)